

Nathalie Grandjean¹, Lara Lalman²

Les femmes ont-elles vraiment le droit de disposer de leur corps ?

Nous avons un corps. Mais encore ?

Le 6 mai 2019, Alter Egales³ invitait les mouvements associatifs⁴ à réfléchir sur le droit à disposer de son corps dans la société comme dans la loi.

Trois questions ont été débattues : la situation juridique de l'avortement, la femme comme objet ou sujet de droit, la sexualité et les normes de beauté. C'est à cette dernière question de représentations et normes sociales que nous nous attarderons ici.

Mon corps, nos corps, une histoire pas si intime que ça

Vie Féminine a décidé d'interroger la part politique de nos corps et proposé une question générique : le droit à disposer de son corps n'est pas une évidence. Combien de femmes le conçoivent, sont en mesure de le nommer, de le revendiquer ?

Nous proposons de revenir à quelques éléments de contexte du conditionnement normatif de nos corps. A partir du moment où Descartes et ses contemporains ont commencé à le découper en fonctions, le corps est devenu une machine traitée par la médecine selon ses dysfonctionnements mécaniques. Il a été mis au service, d'une part, du travail de production (capitaliste) valorisé par un salaire, pris en charge par les hommes, et d'autre part d'un travail de reproduction invisible et gratuit, pris en charge par les femmes : soin aux autres, maternage, voire sexualité si on pousse le bouchon un peu plus loin en interrogeant le mariage hétérosexuel⁵.

Un cantonnement qui a un impact sur le corps, son développement, l'image qu'on en a, ses capacités motrices, les pathologies qu'il développe, etc.

Le corps doit ainsi fonctionner selon ce qui est attendu de lui : ces attentes changent dans le temps et dans l'espace. Ainsi, au temps des lavoirs, une femme bonne à marier était plutôt charpentée car le travail demande une certaine force et une certaine vigueur.

L'idéal de la classe bourgeoise par contre est la femme d'intérieur. Symbole de richesse, comme dans la Rome antique où les femmes devaient être les plus blanches possibles (symbole de l'intérieur, qu'elles n'avaient pas besoin de travailler). Ce qui amène aussi en

¹ Maîtresse de Conférences au NADI (Namur Digital Institute)

² Chargée de projets pour Corps écrits

³ Assemblée participative pour les droits des femmes, mise en place par la 1^{er} ministre des droits des femmes Isabelle Simonis, au gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles en 2015 <http://www.alteregales.be/>

⁴ Réflexion coordonnée par Vie Féminine, les Femmes Prévoyantes Socialistes et le Conseil des Femmes Francophones de Belgique

⁵ Par exemple Adrienne Rich, *La contrainte à l'hétérosexualité*, éditions Mamamélis, 2010 ; Monique Wittig, *La pensée straight*, éditions Amsterdam, 2018 ; et Silvia Federici, *Point zéro : propagation de la révolution : travail ménager, reproduction sociale, combat féministe*, éditions iXe, 2016

contrepoint l'image de la pauvreté « noire » : de la paysanne à la peau tannée à la domestique noire, italienne, espagnole, latino... voire l'aide-ménagère en titres-services.

C'est de ce modèle que nous héritons avec le culte de l'apparence, du faire-valoir au détriment de l'estime et de l'affirmation de soi. « *Standards de beauté, culte de la minceur et de la jeunesse, racisme, etc., ancrent profondément dans le vécu corporel des femmes des modèles d'identification étroits et peu soucieux du bien-être de chacune.* »⁶

La 2^e vague féministe s'est davantage attachée à la question du corps comme lieu politique (le privé est politique, mon corps m'appartient, notre corps nous-mêmes). Il s'agissait d'émanciper le corps des femmes de diverses contraintes, injonctions et violences qu'il subit, mettre à jour les sources d'aliénation, de non choix. Les féministes de la 3^e vague, avec l'institutionnalisation, se sont moins préoccupées de questions radicales en lien avec notre rapport au corps, comment nous en disposons, notre accès à ses besoins, au désir, au plaisir... : aujourd'hui, nous baignons dans une illusion de liberté fabriquée dans le terreau du capitalisme et de l'individualisme, des privilèges d'appartenance de classe, de genre et de race, tandis que nous sommes constamment en prise avec des injonctions, des choix auxquels nous devons adhérer ou non, bien souvent sur base d'informations partielles, manipulées. Nous avons le choix à certaines conditions, sans que soit posée la question des conditions, celles dans lesquelles nous vivons et qui nous permettent ou pas certains choix.

« Sois belle et tais-toi »

Lors de l'atelier du 6 mai, nous avons identifié des enjeux toujours d'actualité.

Les participantes dénoncent unanimement que les femmes trouvent peu droit de cité et que même si elles s'expriment, elles sont peu entendues.

Interpellées par les injonctions hypersexualisantes des pubs aux mini-miss, elles relèvent ce qui crée l'inégalité, y compris entre femmes : minceur, jeunesse, blancheur (mais bronzée), autant de curseurs qui vont jouer sur l'estime de soi. Cette construction dans le regard des autres, pour plaire, vole le temps et l'énergie des jeunes filles et de beaucoup de femmes.

Quels sont la place et les besoins des femmes dans l'espace public ?

Nous entendons par espace public, outre la rue, les places, les parcs, les gares, aussi le sport, le travail, l'école, les activités culturelles, les cafés, les loisirs... bref, dès qu'on sort de son intimité.

Vie féminine rappelle l'importance de permettre aux femmes d'y participer là où elles sont, ce qui est encore loin d'être le cas.

Lorsqu'on pense place des femmes dans l'espace public, on pense souvent sécurité mais le sentiment de sécurité n'est que la base qui permet de remplir d'autres besoins. C'est certes

⁶ Collectif, *Mon corps est un champ de bataille*, Ma colère, 2004

une condition de la participation des femmes. Certaines ne vont plus au cinéma par exemple parce qu'elles doivent passer devant tel ou tel endroit où elles risquent d'être harcelées. Cela n'a pas ou peu de lien avec l'intervention du droit ou de la police.

La présence de personnes et pas d'autres dans un lieu donné « te dit que tu n'es pas à ta place ». Il s'agit souvent de groupes masculins non mixtes qui parlent fort : cet espace physique et sonore ainsi occupé relègue les « autres » - en l'occurrence les femmes - à la périphérie. Les remarques, la prise à parti, sans parler des insultes, rappellent aux femmes qu'elles ne sont « pas à leur place ». C'est le même mécanisme de construction de la masculinité et de la féminité qu'avec une occupation stéréotypée des cours de récréation : les garçons courent bruyamment au centre et les filles se font discrètes en périphérie⁷. Ces comportements sont attendus par rapport aux représentations que les adultes se font des genres, donc considérés comme « normaux ». Pourquoi cela changerait plus tard ?

Lors de concertations avec des femmes, Vie féminine a relevé des résistances préventives que les femmes utilisent pour éviter d'être « emmerdées » à différents niveaux : faire semblant de téléphoner, regarder dans les reflets des vitrines, se rendre indésirable (doigts dans le nez, rots), casser les codes de séduction (ne pas se raser), faire du bruit, parler fort, prendre des tiers à parti, faire la folle⁸, se déplacer à plusieurs, préparer son itinéraire, changer de trottoir, faire un pas de côté, prévoir deux tenues pour sortir⁹, rouler à vélo, avoir un porte-bébé plutôt qu'une poussette, ne pas marcher dans le sens des voitures, utiliser un pisse-debout, ne pas servir le café dans une réunion de travail, refuser la galanterie, éviter certains sujets, éviter de dire qu'on est féministe, ... Certains de ces comportements augmentent l'espace occupé : ceux-là surprennent car ils ne sont pas attendus d'une femme, d'autres à l'inverse cantonnent à l'invisibilité. Leur utilisation dans ce contexte ne devrait pas être nécessaire si l'égalité était atteinte et la place des femmes dans l'espace public reconnue. Les femmes n'en sont pas toutes conscientes, mais toutes se retrouvent seules face à ces « rappels à l'ordre » symboliques.

Souvent, des responsables communaux prennent des mesures à court terme. Dans l'urgence, conseiller une stratégie d'évitement peut s'avérer utile : le temps par exemple de retrouver un agresseur qui sévit en un lieu donné (ce qui reste pour le moins rare), ou proposer des itinéraires éclairés pour rassurer. Mais si ce n'est pas accompagné d'autres mesures et d'actions, les responsables politiques valident la violence et le machisme à la base de cette dernière. Comment renforcer, confirmer que les femmes ont leur place ? Une campagne fédérale ?

Les femmes ont en tout cas besoin d'être représentées dans l'espace public, que d'autres femmes y soient rendues visibles : donner des noms de femmes aux rues et aux places est un

⁷ <http://www.genre-et-ville.org/comprendre-les-inegalites-dans-la-cour-decole-par-edith-maruejouis/>

⁸ Ces 4 derniers comportements sont réellement des stratégies d'autodéfense (cf. Garance).

⁹ Cela participe du temps volé aux plus jeunes : l'injonction à la fois à sortir sexy et à anticiper le retour potentiellement dangereux dans cette tenue.

premier pas¹⁰, la présence de toilettes publiques propres en est un autre. Des espaces polyvalents pour permettre un choix des activités à y mener peuvent aussi être pensés pour sortir des stéréotypes et des clivages (sortir du terrain de basket pour les adolescent.e.s et de la plaine de jeux pour les mères de famille). En tout cas, **réfléchir l'aménagement avec les femmes**. Même une fois le sentiment d'insécurité disparu, participation n'est pas forcément synonyme de participation aux décisions qui gèrent l'espace public, or ce sont souvent des hommes qui aménagent le territoire même si ce ne sont pas les mêmes qui le fréquentent nécessairement.

Or, « voir le même que soi en masse » encourage à fréquenter les lieux, à participer¹¹.

La question de la place des femmes dans l'espace public reste défailante, pas encore aboutie ; leurs besoins n'existent pas concrètement. Aussi occupent-elles l'espace public en tant qu'objets du marché capitaliste. Comment sortir les filles de la futilité, elles qui restent bien souvent cantonnées dans l'apparence ?

Il faut un contrepoint face au capitalisme patriarcal : la sphère publique doit en effet intégrer les acquis féministes, notamment dans les manuels scolaires et dans la formation initiale des enseignant.e.s.

De même, l'éducation aux médias est probablement le seul recours par rapport aux mass médias qui ont un intérêt commercial à perpétuer et renforcer les normes inégalitaires et les stéréotypes. S'il existe aujourd'hui des legos Disney et Super héros, cela permet à Lego de vendre plus : selon l'âge mais aussi selon le genre ! Cela oblige les individus à se positionner pour ou contre la norme, dedans ou en marge.

Ce constat n'est pas neuf, mais malgré sa répétition régulière, l'opérationnalisation a du mal à se mettre en branle sur le plan éducatif. Pourquoi ?

¹⁰ Comme le fait un collectif féministe à Bruxelles : Noms peut-être ! <https://nomspeutetre.wordpress.com/>

¹¹ Réflexion poursuivie dans un entretien avec Aurore Kesh, présidente de Vie Féminine